



Conseil Local de Développement
de l'Ouest Lyonnais

« L'Europe dans le développement de l'Ouest lyonnais »

Jeudi 22 novembre 2018 – Messimy



Projet co-financé par le DG AGRI de la Commission européenne

Le 22 novembre 2018 à Messimy, le Conseil Local de Développement (CLD)* de l'Ouest Lyonnais a organisé, en partenariat avec la Maison des Européens, une rencontre sur le thème « **L'Europe dans le développement de l'Ouest Lyonnais** » qui a rassemblé plus de 80 personnes...

Investi dans la mise en œuvre du programme LEADER de l'Ouest Lyonnais, le CLD avait pour ambition d'attirer l'attention des citoyens, des partenaires économiques, des responsables associatifs, des acteurs sociaux et des élus sur la réalité et l'importance des politiques européennes dans la vie publique locale, et notamment pour l'Ouest Lyonnais.



La proximité des élections européennes favorisait également la tenue d'un temps d'échanges et de partages entre acteurs socio-économiques, citoyens et élus sur ces sujets.

L'objectif était également de mieux appréhender les enjeux et les défis à relever des politiques publiques entre ancrage local et dimension plus large pour susciter à l'avenir des actions plus efficaces au service de l'intérêt général.

La soirée s'est organisée autour de quatre ateliers thématiques animés en partie par des membres du CLD de l'Ouest Lyonnais, au sein desquels sont intervenus des experts ressources sur la question de l'Europe.

Le CLD de l'Ouest Lyonnais tient d'ailleurs à remercier l'ensemble des partenaires et intervenants qui se sont investis dans l'organisation de cette soirée.

Le rendu de ces travaux qui suit, reprend les réflexions, les échanges et les débats de cette soirée autour des quatre thèmes choisis à savoir, la citoyenneté européenne, la transition écologique, l'économie et la politique agricole, et ce, en respectant la pluralité des expressions.

Comment vous sentez vous européen ?

Intervenant : Alain REGUILLON, président de la Maison des Européens

Animateur du CLD : André BROTTET, Président du CLD

Si chaque ressortissant d'un état membre de l'Union Européenne dispose de droits liés à sa citoyenneté européenne, la réalité de ce statut est parfois difficile à appréhender. Au sein d'une organisation européenne qui peut sembler loin du quotidien de chacun et une diversité des différents pays membres, comment donner consistance à cette identité européenne et impliquer les citoyens dans la vie de l'Union Européenne ?

Plusieurs questions et préoccupations peuvent se poser dans le cadre de cet atelier :

- 1- Comment consolider cette identité européenne pour se forger un destin commun face aux défis de la mondialisation ?
- 2- Comment faire vivre la démocratie européenne en favorisant l'implication de ses citoyens dans la vie et le fonctionnement de l'Union Européenne ?
- 3- Comment rapprocher l'Union européenne et ses institutions des citoyens ?
- 4- Comment mieux informer et intéresser les ressortissants des pays membres sur l'actualité et le fonctionnement de l'Union Européenne ?

Lors des échanges, l'animation des ateliers a permis de mettre en avant plusieurs phases d'échanges et de discussions :

1) Comment je me sens citoyen européen...

Lors d'un brainstorming, les participants étaient amenés à s'exprimer sur :

👉 Qu'est-ce qui fait que je ne me sens pas citoyen européen ?

- Aucune information sur mon eurodéputé (qui est-il ? Absentéisme, travail au Parlement européen)
- Fermeture des frontières aux migrants
- Manque d'information sur les institutions européennes (Absence de liens avec les citoyens européens)
- Aucune politique étrangère commune

👉 Qu'est-ce que qui fait que je me sens citoyen européen ?

- Monnaie commune
- Espace Schengen : Voyager en Europe sans contrôle aux frontières
- Élections européennes
- Culture commune
- Une histoire commune
- La Cour de Justice de l'Union Européenne
- La paix
- Valeurs communes

2) Intervention d'Alain REGUILLON

Reprenant ses interrogations et sans être exhaustif, Alain REGUILLON rappelle brièvement que la citoyenneté européenne découle du traité de Maastricht et qu'elle confère quelques droits tels que le droit de vote et d'éligibilité aux élections européennes et municipales pour tout ressortissant vivant dans un autre pays que le sien, le droit à la protection consulaire ou encore le droit de travailler et d'étudier dans le pays de son choix.

Pour ce qui est de la proximité de l'Union Européenne et des citoyens, il reconnaît que le déficit est réel, bien que nous ayons, en Rhône-Alpes, des députés européens (majoritairement des femmes) qui sont très investis. Le déficit vient à la fois des médias télévisuels, des gouvernants et des citoyens eux-mêmes qui ne font pas toujours l'effort de s'informer.

Enfin, concernant la politique commune en matière de diplomatie et de défense, il souligne que celle-ci reste de la compétence exclusive des Etats. Malgré une réelle volonté de rapprochement, il est compliqué de trouver des terrains d'entente communs sur des sujets aussi sensibles, d'autant que les Etats de l'Est considèrent que seul l'OTAN et les USA sont en capacité de les préserver d'une agression de la Russie.

3) Les constats

Constats positifs

👉 **Des acquis européens indéniables**

- Un espace démocratique ;
- La paix sur le continent ;
- La libre circulation des personnes - accord de Schengen ;
- L'élection du parlement Européen au suffrage universel ;

👉 **Une démocratie en progrès**

- Les droits de l'homme avec nos Etats de droit avec l'indépendance de la justice et la liberté de la presse ;
- La cour de justice ;

👉 **Des réussites européennes**

- Des politiques publiques en faveur de l'environnement et de la santé ;
- Le programme d'échanges d'étudiants Erasmus ;
- L'Europe, première puissance commerciale ;
- L'Euro, une monnaie unique, la deuxième monnaie au monde ;
- Des coopérations industrielles réussies comme l'Airbus.

Constats critiques

👉 **Un manque de lisibilité**

- Trop de pays et un manque d'homogénéité lié à une absence d'harmonie fiscale et sociale ;
- Le lien avec un ancrage local peu évident ;
- Un emboîtement Etat/Régions pas toujours clair ;
- Une mauvaise connaissance de ses députés Européens ;

👉 **Un fonctionnement complexe**

- Une lourdeur institutionnelle ;
- Une forte méconnaissance des institutions renforcée par une opacité de fonctionnement et une complexité du mode de décision ;
- Une réglementation procédurière ;
- Un parlement Européen en manque de pouvoir ;

👉 **Une politique qui manque d'ambition**

- La majorité absolue des voix au Conseil de l'UE nécessaire qui empêche d'avancer plus vite dans la construction européenne
- Une trop grande logique libérale et financière ;
- Le manque de dimension sociale ;
- Une politique énergétique commune défailante ;
- La fermeture des frontières aux migrants ;
- L'absence de politique étrangère commune ;

👉 **Une image peu valorisée**

- Le traitement des médias insuffisant ;
- Une Europe présentée comme source de tous nos maux ;
- Une image trop officielle et trop technocratique ;
- Trop de députés Européens eurosceptiques ;
- Le brexit.

4) **Les propositions**

👉 **Développer une culture européenne**

- Mettre en place un passeport Européen ;
- Initier une fête de l'Europe ;
- Valoriser notre histoire et nos valeurs communes ;
- Former une armée européenne
- Développer les échanges entre pays et encourager une ouverture au monde.

👉 **Être mieux formé et informé sur l'Europe**

- Aider les citoyens à démêler le vrai du faux ;
- Apporter une réelle information sur les eurodéputés
- Encourager une communication européenne permettant de mieux comprendre le fonctionnement de l'Union européenne
- Mieux informer ;
- Promouvoir des relais qui rapprochent le fonctionnement Européen des citoyens.

👉 **Encourager une Europe plus proche des citoyens et plus européenne**

- Développer un véritable ancrage local de l'UE
- Proposer des élections européennes avec des listes transnationales, se déroulant le même jour partout ;
- Encourager une gouvernance plus démocratique ;
- Refaire ce type de soirée avec des personnes de différents pays.

Comment vous sentez vous européen ?



La paix et la libre circulation des personnes



Une complexité des institutions
et du fonctionnement de l'Union Européenne
(méconnaissance et incompréhension des citoyens)



QUELQUES PROPOSITIONS



Développer une culture européenne

Encourager une communication
européenne permettant de mieux
comprendre le fonctionnement
de l'Union Européenne, d'être
mieux formé et informé



Développer une Europe plus proche
des citoyens et plus européenne,
avec un véritable ancrage
local.

Quel rôle de l'Europe dans une transition écologique réussie ?

Intervenant : Anne HOUTMAN, ancienne cheffe de la représentation de la commission Européenne en France et ancienne directrice adjointe de Romano Prodi, Président de la commission Européenne

***Animateurs du CLD : Victor FORNITO, Président de l'Association SECOL
Et Raymond POLICANTE,***

La santé des entreprises n'est pas indépendante de la santé de ses collaborateurs et de celle de son environnement. La nécessaire transition écologique ne peut réussir que par une approche globale ayant pour objectif majeur la préservation de tous les écosystèmes et la protection de la santé humaine.

Plusieurs questions et préoccupations peuvent se poser dans le cadre de cet atelier :

- 1- Dans quels domaines et comment l'Union Européenne agit-elle en direction des Etats et des collectivités territoriales en matière de transition écologique (protection de l'environnement, qualité de vie, transition énergétique...)
- 2- Dans quels domaines et comment l'Union Européenne agit-elle en direction des entreprises pour la protection de l'environnement et de la santé au travail ?
- 3- Dans quels domaines et comment l'Union Européenne agit-elle en direction des citoyens pour les impliquer dans les choix de consommation (pictogrammes, labels, formation-information...)
- 4- Pour chacun des trois types d'acteurs, quels sont les points positifs et les points à améliorer pour une meilleure perception et efficacité de l'action de l'Union Européenne ?

Lors des échanges, l'animation des ateliers a permis de mettre en avant plusieurs phases d'échanges et de discussions :

1) Quel rôle de l'Europe dans une transition écologique réussie...

- Expérimentation ;
- Qualité de vie ;
- Cohérence des politiques ;
- Diminution des déchets ;
- Réduction de la pollution de l'air ;
- Protection de la nature ;
- Pédagogie active.

2) Intervention d'Anne HOUTMAN

Lors d'une présentation synthétique, Anne Houtman a eu l'occasion d'aborder différentes thématiques **ayant fait l'objet d'échanges entre les membres de l'atelier** :

- Informations obligatoires par étiquetage sur les produits achetés : consommation énergétique sur la durée de vie,
- Informations obligatoires sur la performance énergétique des bâtiments / Objectif de neutralité énergétique,
- Règles européennes pour la réduction de consommation des véhicules,
- Plans d'action pour l'économie circulaire, incluant le recyclage,
- Orientation des transports de fret du camion vers le rail ou le transport maritime / La réalité de mise en œuvre de cette politique a été contestée par des participants !
- Encouragement aux transports publics,
- Développement des véhicules électriques et équipement du territoire en bornes de recharge,
- Développement des agro-carburants.



3) Les constats

Constats positifs

- . Les directives dans plusieurs domaines sont des cadres intéressants
- . La défense et l'information des consommateurs
- . La paix
- . Erasmus

Constats critiques

- . Soutien à l'agriculture intensive
- . Pas assez de sévérité sur les infractions contre l'environnement
- . Parlement trop faible par rapport à la commission
- . Absence de pédagogie pour faire adhérer les citoyens (manque de transparence)

- . Pas de politique commune en matière de fiscalité, défense, politique étrangère, santé, vie démocratique, migrants...
- . Difficultés à obtenir un consensus à 28 pays

4) **Les propositions**

👉 **Des orientations politiques de l'Europe plus ambitieuses pour la transition écologique et la solidarité**

- Plus de volontarisme et de cohérence en faveur de la transition écologique dans les différentes décisions
- Réduire les inégalités sociales et territoriales
- Renforcer l'éco-conditionnalité des subventions européennes (supprimer toute aide à ce qui ne va pas dans le sens du développement durable)
- Agir plus volontairement et plus vite contre le réchauffement climatique
- Plus de solidarité entre pays européens et entre pays européens et pays en voie de développement

👉 **Des axes d'intervention européens renforcés**

- Une politique migratoire commune et plus humaine
- Harmonisation fiscale
- Taxation du kérosène
- Développer les transports collectifs non polluants et de proximité
- Supprimer totalement les pesticides
- Plus soutenir l'agriculture et l'alimentation biologiques
- Mettre en place une politique énergétique décarbonée et dénucléarisée
- Réduire les déchets et le gaspillage des ressources

👉 **Une Europe qui avance**

- Capacité à décider sans l'unanimité. Limiter le champ des décisions européennes prises à l'unanimité / Accroître le champ des décisions à la majorité qualifiée
- Gouvernance fédérale pour les pays qui le veulent vraiment
- Plus d'informations sur ce que fait l'Europe pour les territoires
- Développer l'information facilement accessible pour les citoyens
- Développer les échanges Erasmus pour tous les jeunes en formation

Quel rôle de l'Europe dans une transition écologique réussie ?



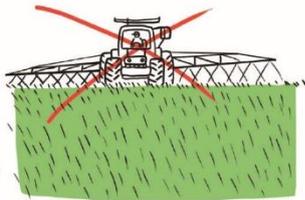
La défense et l'information des consommateurs (étiquetage sur les produits achetés, consommation des appareils électriques, performance énergétique des bâtiments...)



La difficulté d'obtenir un consensus à 28 pays sur des politiques à enjeux

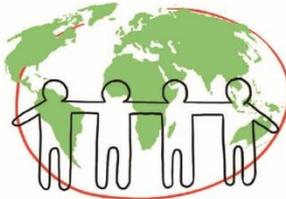


QUELQUES PROPOSITIONS



Plus de volontarisme et de cohérence en faveur de la transition écologique dans les différentes décisions : renforcer l'éco-conditionnalité des subventions européennes

Encourager plus de solidarité entre pays européens et pays en voie de développement



Mettre en place une politique énergétique décarbonée et arrêter le gaspillage des ressources

La politique économique et commerciale de l'Europe : une opportunité pour les entreprises et le territoire de l'Ouest Lyonnais ?

Intervenant : Alain MALEGARIE, ancien directeur de l'Institut de l'Euro

*Animateur du CLD : Paul TOURLONIAS, Président du GEVL
Et Brigitte DE ROUVILLE, PPM*

L'Union européenne soutient ses entreprises dans une économie mondialisée. Cependant, la diversité des cadres législatifs, sociaux et réglementaires des pays membres pénalise la puissance économique de l'Europe. Entre concurrence et collaboration, comment les entreprises de l'Ouest Lyonnais se positionne ?

Plusieurs questions et préoccupations peuvent se poser dans le cadre de cet atelier :

- 1- Comment l'Europe soutient le monde des entreprises dans leurs investissements pour l'innovation et l'accompagnement des progrès technologiques ?
- 2- Comment l'Europe agit, dans le cadre d'une monnaie unique - à savoir l'euro -, pour renforcer une coordination économique et harmoniser des mesures fiscales et sociales entre les États membres ?
- 3- Comment les entreprises (et plus spécifiquement les PME/TPE) et les territoires se saisissent des accords et des traités commerciaux contractés par l'Europe pour se développer ? Quel impact de la signature d'accord de libres échanges par l'Union Européen ?
- 4- Les normes de production étant différentes d'une région du monde à l'autre, comment l'Europe garantie l'équité dans les transactions commerciales pour protéger ses entreprises d'une concurrence faussée et déloyales ?

Lors des échanges, l'animation des ateliers a permis de mettre en avant plusieurs phases d'échanges et de discussions :

1) L'économie européenne...

Lors d'un brainstorming, les participants étaient amenés à s'exprimer sur :

👉 Pour moi, l'économie européenne c'est...

- Le mieux et le pire (ex. Airbus, Galileo)
- Une monnaie : l'Euro (la naissance de l'euro en 1999 et sa mise en circulation en 2002) - L'Euro a détrôné le Yen qui était la 2^{ème} monnaie mondiale.
- Le partage et l'échange
- Erasmus +
- Des programmes locaux complexes
- Les fonds européens : FSE, FEDER, FEADER (9 milliards par an pour la France avec la PAC = Politique Agricole Commune)

- Un rempart à la mondialisation
- Nébuleux/flou : qui gouverne ?

👉 **Pour moi, l'économie européenne ce n'est pas...**

- Une harmonisation sociale, fiscale et réglementaire ;
- Une politique démocratique.

👉 **Pour moi, l'économie européenne ça devrait être...**

- Une harmonisation sociale, fiscale et réglementaire
- Des moyens en commun et une coopération entre les pays ;
- Une politique commune et la défense de valeurs partagées ;
- Résister aux pressions des Etats-Unis et des lobbies.



2) Intervention d'Alain MALEGARIE

Pourquoi a-t-on créé l'Europe ?

Pour retrouver la paix, la démocratie et la prospérité après des années de guerre terribles et de privations.

En commençant **par l'économie sociale de marché** pour relancer les pays détruits : dès 1951, création de la Communauté économique du charbon et l'acier (CECA) entre 6 pays fondateurs (Allemagne, France, Italie, Belgique, Pays-bas et Luxembourg). Et cela a fonctionné !

Le Marché commun a ensuite été créé, **puis le Marché unique et l'Euro**, qui a permis à l'Union Européenne, entre autres, de sauver la Grèce et de sortir de la crise de 2008, avec des taux d'emprunts très bas.

L'UE, malgré toutes ses imperfections, permet aux citoyens européens d'avoir une alimentation de qualité, des standards de normes élevés, une prospérité depuis 60 ans, mais encore trop inégale. Son « tryptique » est : cohésion, coopération et solidarité, même si ce troisième terme doit encore s'améliorer. Surtout face à un monde compliqué, de plus en plus concurrentiel (USA, Chine, Inde...), aux pratiques parfois agressives ou déloyales.

Dans le domaine économique particulièrement, si l'Union Européenne veut garder ses valeurs fondamentales et son niveau de vie (la balance commerciale de l'UE est positive par rapport aux Etats Unis, ce qui fait que l'UE est la première puissance commerciale du monde), il faut avancer ensemble, dans une Europe très unie et solidaire, sans distorsions fiscales et sociales entre les pays. C'est l'enjeu majeur des dix ou quinze prochaines années. Tous les citoyens doivent le réclamer à leurs dirigeants, souvent frileux ou inconstants...

3) Les constats

Constats positifs

👉 **Des avancées dans la construction européenne**

- Libre circulation des biens et des personnes ;
- Des valeurs humaines (pas d'exploitation d'un pays vis-à-vis d'un autre)
Harmonisation
- Les fonds européens qui permettent d'accompagner des projets ;

👉 **Un positionnement de l'Europe dans l'économie agricole mondiale**

- Une échelle minimale pour avoir une place dans l'économie mondiale ;
- L'Union Européenne est la 1^{ère} puissance agricole mondiale ;
- L'Euro permet à l'Europe d'être la 1^{ère} puissance commerciale du monde
- Le poids de l'Euro face au dollar – 330 millions de personnes utilisent la monnaie unique européenne.

Constats critiques

👉 **Des valeurs communes à renforcer**

- Un manque d'harmonisation sociale et fiscale ;
- Une notion de libre concurrence stricte ;
- Une compétition entre les pays ;
- Un manque de visibilité pour les PME (Petites et Moyennes Entreprises) ;

👉 **Une vigilance sur certaines politiques**

- Certains états ne jouent pas le jeu de la solidarité et des valeurs de l'Union Européenne ;
- Les fonds sociaux européens peuvent quelques fois desservir les intérêts économiques des entreprises ;
- Supprimer la règle de l'unanimité → un seul pays peut bloquer le vote.

4) Les propositions

👉 **Vers une Europe économique plus cohérente et plus intégrée**

- Encourager une harmonisation sociale, fiscale et réglementaire ;
- Créer un ministère de l'Economie européenne ;
- Mettre en œuvre une gouvernance commune ;
- Présenter des listes supranationales aux élections européennes ;
- Mettre en œuvre des mesures permettant de lutter contre les paradis fiscaux ;
- Assurer un revenu de base sans conditions ;

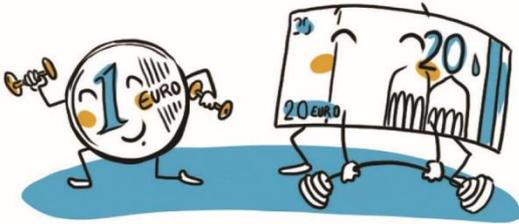
👉 **Donner plus de lisibilité aux consommateurs**

- Valoriser les productions européennes avec des labels « Made in Europe » / « Bio local » / « Commerce équitable » ;
- Accompagnement des entreprises et des agriculteurs pour la valorisation
- Créer un comité Ad-hoc pour vérifier les labélisations dans les différents pays de la communauté

La politique économique et commerciale de l'Europe une opportunité pour les entreprises et le territoire de l'Ouest Lyonnais ?



Une monnaie forte : l'Euro qui permet à l'Europe d'être la 1^{ère} puissance commerciale du monde (330 millions de personnes utilisent la monnaie unique européenne)



Un manque de visibilité de la politique économique et commerciale de l'Europe pour les PME (Petites et Moyennes Entreprises)



QUELQUES PROPOSITIONS



Encourager une harmonisation sociale, fiscale et réglementaire

Mettre en œuvre des mesures permettant de lutter contre les paradis fiscaux



Valoriser les productions européennes avec des labels « Made in Europe », « Bio local », « Commerce équitable... »

La Politique Agricole Commune : un soutien pour la diversité de l'agriculture de l'Ouest Lyonnais ?

Intervenante : Perrine VAN DEN BROUCKE, enseignante-chercheur à l'ISARA Lyon

Animateur du CLD : Jean-Claude JAUNEAU, membre du CLD

Et Jean-Paul BRIOTET, Passerelle pour l'emploi

La PAC, la politique fondatrice est la plus intégrée des politiques européennes avec un budget conséquent et historiquement un succès pour l'agriculture et l'approvisionnement des populations, mais les aides européennes à l'agriculture ont favorisé les grandes exploitations et un modèle productiviste ; aussi, l'Europe est-elle en capacité de soutenir une orientation de développement différente ? L'Europe est souvent vécue comme un « gendarme » mais quel rôle joue-t-elle dans la préservation de notre agriculture ?

Plusieurs questions et préoccupations peuvent se poser dans le cadre de cet atelier :

- 1- L'agriculture et le développement rural sont-ils encore une priorité pour l'Europe ? quelles seraient les conséquences d'une réduction importante des financements dédiés à l'agriculture (on voit déjà les difficultés que pose la réforme de la carte des zones défavorisées) ?
- 2- L'Union Européenne doit-elle encourager une approche libérale (suppression des quotas) afin d'être concurrentiel sur un marché agricole mondialisé ou encourager une agriculture régulée et tournée vers des pratiques environnementales de qualité ?
- 3- La construction d'une politique à l'échelle européenne participe-t-elle à uniformiser une agriculture européenne ou permet-elle de préserver des spécificités et des savoir-faire locaux ?
- 4- La renationalisation de la PAC est-elle envisageable ?
- 5- Comment les collectivités locales peuvent-elles aider les agriculteurs de l'Ouest lyonnais à bénéficier au mieux des aides découplées s'ajoutant au paiement de base : paiement vert et redistributif notamment ?

Lors des échanges, l'animation des ateliers a permis de mettre en avant plusieurs phases d'échanges et de discussions :

1) La politique agricole européenne...

Lors d'un brainstorming, les participants étaient amenés à s'exprimer sur :

👉 Pour moi, une Europe tournée vers l'agriculture c'est...

- Des aides pour les agriculteurs, notamment pour les jeunes ;
- L'autonomie alimentaire pour l'Europe ;
- Le maintien d'une population agricole, des acteurs économiques ;
- Un marché commun pour les pays européens.

👉 **Pour moi, une Europe tournée vers l'agriculture ce n'est pas...**

- Une agriculture tournée vers l'entretien du paysage ;
- Cela ne devrait pas être un marché mondialisé, une fermeture complète, un encouragement à la production de masse ; « ni un marché mondialisé, ni une fermeture complète » (idée que le volume importations agricoles ne devrait pas dépasser celui des exportations, et qu'il faut promouvoir les produits issus de l'agriculture européenne, « plutôt que d'aller chercher du soja à l'autre bout du monde » ; mais ne pas avoir un marché complètement fermé sur lui-même ;
- Une concurrence déloyale entre les pays de l'UE, une harmonisation vers le bas, le dumping social ;
- Une orientation vers la renationalisation des aides.

👉 **Pour moi, une Europe tournée vers l'agriculture ça devrait être...**

- Un revenu décent pour les agriculteurs ;
- Les mêmes règles pour tous les pays ;
- Un marché avec réciprocité ;
- Une politique plus égalitaire ;
- Un soutien à une production de qualité ;
- Plus d'accent sur les agricultures alternatives, plus d'incitations aux pratiques écoresponsables, un soutien plus vigoureux à l'agri bio et à la recherche d'alternatives.

2) Interventions de Jean-Claude JAUNEAU et Perrine VAN DEN BROUCKE

En quoi la PAC concerne particulièrement l'Ouest Lyonnais ? Jean-Claude JAUNEAU

L'agriculture c'est l'emploi, mais c'est aussi l'alimentation, l'environnement, les paysages. La PAC concerne l'agriculture par toute une série de primes qui sont soit entièrement financées par l'Europe, soit cofinancées.

Les primes (dites du 1^{er} pilier) sont en gros proportionnelles aux surfaces, elles touchent donc relativement moins l'agriculture de l'Ouest Lyonnais que dans d'autres zones. Leur impact est aussi très différent suivant les productions (bien concernés : les différentes formes d'élevage, très peu : les productions fruitières, le maraichage...)

Le 2^{ème} pilier concerne l'agriculture locale avec des aides aussi diverses que les aides à l'installation, les aides pour les zones difficiles, les aides aux investissements.... Également les aides encourageant des pratiques favorables à l'environnement, les paysages (mesures agri-environnementales).

Ce qui est un élément très intéressant de certaines actions c'est la prise en compte des dimensions locales (à travers la Région, le Département, le SOL, les Communautés de Communes) l'Europe intervenant comme co-financeur de programmes conduits à l'échelle locale.

L'Ouest Lyonnais bénéficie également de programmes de développement rural comme le Programme LEADER.

Exposé de Perrine Vandenbroucke

La PAC est une politique ancienne, avec un budget important et qui a eu un rôle important sur l'évolution de l'agriculture et, pour la grande majorité des exploitations, contribue de façon déterminante au revenu d'exploitation ; elle a joué un rôle important dans la modernisation de l'agriculture.

La France est l'état membre qui perçoit le plus d'aides au titre de la PAC soit près de 9 milliards d'euros.

Son bilan est très mitigé par rapport aux enjeux environnementaux et climatiques

Elle est de plus en plus organisée autour d'aides directes dite découplées dont on peut s'interroger sur leur efficacité

Une renationalisation de la PAC est dans l'air du temps, mais pourrait poser de gros problèmes de cohérence globale

Des régions comme l'Ouest lyonnais sont particulièrement concernées par les aides du 2^{ème} pilier de la PAC (mesures agri-environnementales, les aides aux zones défavorisées, le programme LEADER...°

Les constats

Constats positifs :

➤ **Des points forts de la PAC**

- Possibilité intéressante d'aides spécifiques dans notre région (2^{ème} pilier).

Constats critiques :

➤ **Une évolution dommageable de l'agriculture**

- L'industrialisation de l'agriculture ;
- La population agricole diminue trop vite
- Une inégalité des règles entre tous les Pays sur les produits employés en agriculture et les salaires

➤ **Une politique agricole européenne complexe et inégalitaire**

- La persistance des inégalités dans l'attribution des aides de la PAC : « *L'aide à l'hectare favorise les grandes exploitations* » ;
- La complexification de la politique qui veut répondre à des objectifs très variés ;
- La trop grande puissance des lobbys ;
- Le risque de renationalisation de l'attribution des aides d'où risques de différences entre pays.

3) Les propositions

Les participants ont également souhaité mettre en avant le fait que **les 27 pays membres sont plus forts ensemble, pour arriver à assurer la sécurité alimentaire de l'Europe.**



- Davantage de soutien aux zones difficiles
- Une orientation davantage tournée vers l'environnement et l'agro-écologie
- Plus de solidarité entre les états de l'UE, notamment une solidarité Nord/Sud
- Une aide à la transition énergétique et écologique.

La Politique Agricole Commune un soutien pour la diversité de l'agriculture de l'Ouest Lyonnais ?



La Politique Agricole Commune, la politique fondatrice la plus intégrée des politiques européennes avec un budget conséquent et un succès pour l'agriculture et l'approvisionnement des populations



Une réglementation différentes des Pays sur les produits employés en agriculture et les salaires, et des inégalités dans l'attribution des aides de la PAC



QUELQUES PROPOSITIONS



Une orientation davantage tournée vers l'environnement et l'agro-écologie : plus d'incitations aux pratiques écoresponsables, à l'agriculture biologique et à la recherche d'alternatives aux pesticides...

Une harmonisation des règles dans tous les pays de l'Union Européenne



La garantie d'une sécurité alimentaire de l'UE assurée par les 28 pays membres

Synthèse conclusive

Suite à cette rencontre et aux différents échanges ayant eu lieu lors de cette soirée du 22 Novembre 2018, le Conseil Local de Développement de l'Ouest Lyonnais souhaite insister sur des propositions conclusives.

S'appuyant sur le constat d'un manque d'informations et de lisibilité sur l'action de l'Union Européenne, il suggère **d'instituer localement un relais « Europe »**. Cette espace ressource pourrait être hébergé au sein du Syndicat de l'Ouest Lyonnais, porteur de différentes politiques publiques sur notre territoire, afin d'irriguer les diverses mesures européennes dans les actions menées et les projets envisagés localement.

Certains axes prioritaires ont ainsi été pointés :

- **Développer un espace « Europe » de proximité**, centre de ressources, pour apporter une information neutre mais claire sur le fonctionnement de l'Union Européenne et de ses institutions et sur ses domaines d'intervention, mais également pour promouvoir les dispositifs, les droits ou les aides qui peuvent être mobilisés par les citoyens européens et les acteurs socio-économiques de l'Ouest Lyonnais ;
- Former et informer les élus locaux pour **intégrer la dimension européenne dans les outils développés à l'échelle du territoire de l'Ouest Lyonnais** (commune, communautés de communes, syndicats...) ;
- **Accompagner**, à travers la mise en place d'une coordination locale, **les acteurs socio-économiques** (entreprises, exploitations agricoles, associations...) dans la mobilisation de financements européens, dans le positionnement sur des appels à projets européens, dans le montage de dossiers de demande de subvention, et dans leur développement sur le marché économique européen ;
- Encourager **l'éducation à une citoyenneté européenne pour les jeunes** du territoire de l'Ouest Lyonnais, en travaillant en partenariat avec les différents établissements scolaires.

A travers l'organisation de ce temps d'échanges sur l'Ouest Lyonnais, le CLD espère avoir ainsi participé à enrichir ce débat européen et à mieux faire connaître l'Union Européenne !

Pour aller plus loin...

Quelques adresses de sites ressources pour avoir accès à davantage d'informations sur l'Union Européenne :

➤ Comprendre l'Europe

Le site de référence sur les questions européennes

<https://www.touteurope.eu/>

➤ Les décodeurs de l'Europe :

Pour une information de qualité sur l'Union Européenne :

<https://ec.europa.eu/france/>

➤ Ce que l'Europe fait pour moi :

Découvrez l'impact de l'Union européenne dans votre région et dans votre vie :

<https://www.what-europe-does-for-me.eu/fr>

➤ Comment voter :

Tout savoir sur les élections européennes et comment voter :

<https://www.elections-europeennes-2019.eu/>

